

*Communiqué à la presse conjoint
des fédérations syndicales européennes*



“Assez de *leur* crise – retour vers *notre* futur”

Les fédérations syndicales européennes lancent une campagne pour se réappropriier l’avenir de la jeunesse

Le vendredi 7 mars 2014, dans le contexte des élections européennes du mois de mai, les organisations ‘Jeunesse’ des fédérations syndicales européennes lancent une campagne conjointe appelant les institutions européennes et les employeurs à mettre la jeunesse au centre de leurs préoccupations. Avec le slogan « Assez de *leur* crise – retour vers *notre* futur », les fédérations syndicales européennes présentent leurs revendications pour la prochaine mandature du Parlement européen et de la Commission européenne: une action immédiate et efficace pour lever l’hypothèque sur l’avenir des jeunes au sein du marché de l’emploi européen suite à la crise en Europe et aux politiques menées à l’échelon européen.

La campagne est lancée lors d’un séminaire ‘Jeunesse’ d’UNI Europa qui se tient à Athènes. Le choix de la Grèce, le pays avec le taux de chômage des jeunes le plus élevé en Europe (57,3% en juillet 2013) essaie de prouver l’urgence des revendications des fédérations syndicales européennes en matière de politiques européennes pour les jeunes.

Actions sur les lieux de travail et à l’échelon européen

Avec la mise en place de la « Garantie européenne pour la jeunesse », l’UE a constitué une réserve de 6 milliards d’euros pour les 7 années à venir, destinée à stimuler l’emploi des jeunes. Toutefois, comme l’explique la déclaration conjointe des fédérations syndicales européennes, l’élaboration d’un outil efficace sans mesure d’application à l’échelon national est estimée annuellement à [21 milliards d’euros](#). Ce qui signifie que la promesse de l’UE reste loin d’être suffisante pour faire face aux défis en matière d’emplois des jeunes.

Au nom de 30 millions de travailleurs européens, les fédérations syndicales européennes réagissent avec cette campagne conjointe pour les jeunes qui inclut notamment des actions sur les lieux de travail et à l’échelon européen. Ils veulent ainsi attirer l’attention de tous les candidats aux élections européennes sur huit éléments centraux pour l’avenir des politiques européennes en matière de jeunesse.

Investir dans des emplois de qualité et des opportunités de formation

Les jeunes européens d’aujourd’hui font face à des périodes de stages sans fin, à des situations d’emplois précaires et à la nécessité de migrer vers d’autres pays de l’UE en vue de trouver un emploi. L’augmentation de l’âge de la retraite et l’accès limité à l’éducation et la formation, à cause des mesures d’austérité qui ont bloqué les investissements publics et causé des difficultés sociales

dans l'ensemble de l'Europe, ont pour conséquence que 7,5 millions de jeunes sont sans emploi ou sont en dehors de tout système de formation ; ce qui représente un coût estimé à 150 milliards d'euros en termes de bénéfices payés et de rendement perdu.

La déclaration stipule ce qui suit: « *Les banques défailtantes ont reçu jusqu'à présent plus de 160 milliards d'euros, ce qui prouve que les victimes de la crise ne perçoivent que de la petite monnaie alors que les contrevenants reçoivent quant à eux les clés du coffre* ».

« *Il est communément admis que la création d'emplois de qualité et d'opportunités de formation doivent constituer les premières priorités du Parlement et de la Commission nouvellement constitués* » déclarent les fédérations syndicales européennes.

Une campagne sur le long terme pour des solutions à long terme

Les organisations 'Jeunesse' des fédérations syndicales européennes continueront à mettre la pression sur les institutions européennes et les employeurs pour que ces derniers placent la jeunesse au centre de leurs priorités, par le biais de diverses actions, dans le contexte de la préparation aux élections européennes du mois de mai, mais également après la mise en place du nouveau Parlement européen et de la Commission européenne. L'absence d'actions significatives de la part des institutions européennes jusqu'à présent, et les conséquences importantes de longue durée sur le chômage des jeunes en Europe, nécessitent une campagne à long terme pour se réappropriier l'avenir des jeunes. Les actions et revendications des fédérations syndicales européennes complètent celles déjà présentées dans le plan d'investissement [de la Confédération Européenne des Syndicats](#) pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter:

FETBB: *Werner Buelen* +32 (0)475 84 06 48 or wbuelen@efbh.be

EFFAT: *Dominique Mitchell* +32 (0)490 56 94 05 or d.mitchell@effat.org

EPSU: *Pablo Sanchez* +32 (0)474 62 66 33 or psanchez@epsu.org

ETF: *Koen Reynaerts* +32 (0)470 93 05 90 or k.reynaerts@etf-europe.org

industriAll Europe: +32 (0)473 865 884 or Mischa.Terzyk@industriall-europe.eu

Uni Europa: +32 (0)476 25 76 50 or cornelia.broos@uniglobalunion.org

La Fédération Européenne des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (FETBB) est la Fédération Industrielle Européenne pour l'industrie du bâtiment, l'industrie des matériaux de construction, l'industrie du bois, de l'ameublement et de la sylviculture. Cette fédération regroupe 72 syndicats dans 31 pays, qui représentent ensemble quelque 2.350.000 travailleurs.

EFFAT is the European Federation of Trade Unions in the Food, Agriculture and Tourism sectors representing 2.6 million members from 120 national trade unions from 35 European countries.

L'EFFAT est la fédération syndicale européenne pour les secteurs de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Hôtellerie qui représente 2.6 millions de membres et 120 organisations syndicales nationales de 35 pays d'Europe.

EPSU est la fédération européenne des syndicats de la fonction publique et représente 8 millions de travailleurs du secteur des services publics de plus de 265 organisations syndicales.

La Fédération européenne des travailleurs du transport (ETF) représente plus de 2.5 millions de travailleurs de 243 organisations syndicales de 41 pays européens dans les secteurs suivants : rail, transport routier et logistique, transport maritime, voies d'eau intérieures, aviation civile, ports et docks, tourisme et la pêche.

industriAll European Trade Union représente 7.1 millions de travailleurs de toutes les chaînes de valeur dans les secteurs manufacturiers, minier et de l'énergie à l'échelon européen.

UNI Europa regroupe des syndicats des services et des compétences de 50 pays. Avec ses 320 organisations syndicales affiliées, UNI Europa représente 7 millions de travailleurs.